

CONSENSUS NATIONAL

La conférence nationale reportée

**A force de préalables et de réserves des uns et du niet des autres qu'il ne cesse de collectionner, le FFS s'est rendu, enfin, à l'évidence : il ne pouvait tenir sa conférence nationale portant reconstruction du consensus national dans le fond et la forme qu'il lui a imprégnés.**

**M.Kebci -Alger (Le Soir)** - En effet, ce conclave auquel le vieux front tient n'aura pas lieu à la date initialement arrêtée, soit les 23 et 24 février prochains. «Je ne pense pas que la conférence se tienne à la date avancée», a avoué, hier, Rachid Halet, membre du présidium du FFS lors d'une conférence de presse tenue au sortir d'une entrevue avec le secrétaire général du

RND. Ceci avant qu'il ne précise que le temps importait peu pour le parti puisque même la «date avancée était juste faite pour répondre à ceux qui nous reprochaient de ne rien proposer de concret. Et puis, la situation est complexe et l'approche et les enjeux ont besoin d'être un peu plus fouillés».

Au moins si l'essentiel résidait dans le timing encore que ce facteur

est aussi déterminant que le contenu de l'initiative en elle-même. A ce sujet, la porte-parole du RND a fait part, à la même occasion, d'un document que la direction du FFS a remis au parti de Abdelkader Bensalah. Mais Nouara Saâdia Djaffar fera l'économie d'en divulguer la quintessence, affirmant que ledit document sera «épêché par le secrétariat national du parti qui aura à trancher la position finale du RND par rapport à cette conférence du FFS». Suite à quoi, le premier secrétaire national du vieux front concédera par dire qu'il est question

de l'évaluation faite par le conseil national du parti du premier round des concertations menées depuis octobre dernier. Et à Halet d'être plus concis en estimant que l'initiative du FFS «s'inscrivait au-delà des mandats institutionnels».

De quoi reconforter la chargée de communication du RND pour qui la ligne du parti était claire, une ligne s'appuyant, entre autres, sur l'accompagnement des réformes politiques du président de la République dont l'ultime phase, la révision constitutionnelle, se fait désirer. Par rapport à la dernière

sortie du secrétaire général du FLN, synonyme de refus de son initiative une semaine après avoir donné son avis favorable, Mohamed Nebbou dira «s'en tenir aux positions exprimées lors de la rencontre avec Amar Saâdani». «Nous n'avons pas, à ce jour, reçu de correspondance», ajoutera-t-il, estimant qu'au FFS, «nous n'avons pas changé dans notre approche». Mais Halet se fera plus «précis» en affirmant avoir été agréablement surpris par les commentaires «anachroniques» suscités par l'initiative du FFS.

M. K.

ALI LASKRI RÉPOND À SAÂDANI :

«Barakat ! Il faut faire des concessions»

**Hier, à partir d'Oran, Ali Laskri, membre du directoire du FFS n'a pas manqué de rappeler que le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani avait donné au FFS son avis favorable pour prendre part à la Conférence nationale du consensus. Concernant son revirement en faisant prévaloir le statut de parti majoritaire du FLN qui ne s'accommoderait pas de la tutelle d'autres partis, Ali Laskri réagit «nous avons dit que nous allions vers cette conférence sans préalable et travailler en toute transparence, et même la plateforme doit avoir le consensus de tous, mais il n'est pas question que quelqu'un vienne nous dire non, moi j'ai la majorité, c'est moi qui préside ou dire c'est moi «le bon dieu». Barakat ! Il faut faire des concessions».**

**Amel Bentolba – Oran (Le Soir)** –Concernant la ligne rouge à ne pas franchir et qui concerne la légitimité du président Bouteflika et que le FLN avait émis lors de sa première rencontre avec le FFS, à

ce sujet, Ali Laskri dira que son parti a toujours été clair : «on se projette au-delà du mandat institutionnel donc, le problème de la légitimité est dépassé, on n'en parle plus, on se projette au-delà des mandats

dans l'institution. Il faut trouver des solutions pour demain pour un retour à des élections légitimes, un état de droit et des libertés. Si on parvient à un accord, nous irons à des élections comme l'ont fait les frères tunisiens. Le frère Saâdani avait déclaré devant nous qu'il appuie cette initiative de la Conférence nationale du consensus et avait assuré que deux représentants du FLN y prendront part pour aller vers la conférence. Personne ne présidera l'autre, il y aura concertation entre tous et pour tout». Ali Laskri rappellera que son parti avait pris les devants en anticipant concernant ceux qui posent leurs conditions avant d'accepter de prendre part à cette conférence. «Nous avons prévu trois sessions,

une regroupant les partis politiques, une pour les personnalités et une autre session qui réunit la société civile. Tout est prévu afin que chacun assiste avec qui il veut. On va persister car beaucoup ne veulent pas de cette initiative, nous, on va mettre notre capital expérience au profit de l'Algérie, nous, nous ne sommes que des facilitateurs».

L'intervenant rappellera que les différents partis et partenaires avec qui son parti a discuté ont émis des conditions, des réserves, des inquiétudes, «il faut clarifier et négocier avant même la tenue de cette conférence d'où la nécessité de faire des concessions».

Tout en se félicitant de la volonté politique chez les partis politiques de même que chez la société civile

vis-à-vis de cette Conférence nationale du consensus, il y a, dira Ali Laskri, des ennemis de cette initiative qui utilisent tous les moyens pour la casser et d'autres qui vont tout faire pour la neutraliser. «C'est pour cela que si on parvient à la tenue de cette conférence, il faudra que chacun expose son approche et on va construire autour de tout ce qui converge». S'adressant à ceux qui ont déclaré que l'initiative du FFS est venue après la leur, le membre du directoire du FFS dira : «c'est vous qui avez fait du plagiat depuis 1962 à ce jour en puisant dans les propositions du FFS. On n'est pas dans l'alternance clanique, on est dans une démarche démocratique».

A. B.

FAROUK KSENTINI :

«Les propos de Saïd Sadi ne sont pas l'affaire de la justice»

**Les propos de Saïd Sadi ne sont pas passibles de poursuites en justice. C'est l'analyse que fait Farouk Ksentini. Il estime que c'est le tribunal de l'Histoire qui doit juger ses propos mais nullement la justice qui, selon Ksentini, n'a «rien à faire dans cette histoire».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le président de la Commission des droits de l'Homme dit ne pas comprendre que la justice puisse imputer à Saïd Sadi des accusations de diffamation. Pour Farouk Ksentini, les propos de l'ex-président du RCD sont «justiciables» au niveau du tribunal de l'Histoire mais nullement au niveau de la justice. Farouk Ksentini dit ne pas avoir compris que la justice puisse poursuivre Saïd Sadi pour des propos liés à l'Histoire.

«C'est l'affaire des historiens et non pas de la justice», tranche-t-il. Lors de son passage au forum de *DK News*, Farouk Ksentini a tenté de recadrer le débat sur le gaz de schiste. Il s'agit, selon le président de la Commission de défense et de promotion des droits de l'Homme, d'un problème «technico-économique» et non pas politique. Il se dit favorable à un référendum sur la question. S'il reconnaît à chaque citoyen le droit de s'exprimer au sujet du gaz de schiste, Farouk Ksentini considère qu'il est temps de donner la parole aux experts afin que ces derniers puissent en expliquer les enjeux en toute objectivité. Le président de la CNPDDH estime néanmoins que le recours à un référendum sur la question ne serait pas malvenu car il s'agit là, dit-il, de l'expression de la démocratie et rien n'empêche d'y recourir.

Dans d'autres pays, dit-il, des référendums sont organisés pour des questions beaucoup moins importantes que celle de l'exploitation du gaz de schiste. Ce qui importe dans la situation actuelle, estime Ksentini, c'est de remettre le débat dans son contexte purement économique loin de toute instrumentalisation politique. Interrogé au sujet du récent rapport établi par l'organisation Human Rights Watch, Ksentini considère que ce qui est rapporté par ladite ONG est considéré comme un avis qui n'engage que les rédacteurs du rapport.

Il estime néanmoins que la majorité des remarques faites sont souvent très sévères lorsqu'il s'agit de l'Algérie alors que cette même ONG se montre plus laxiste avec des pays où les droits de l'Homme sont beaucoup moins respectés, comme en Arabie Saoudite.

S'il n'estime pas que tout va bien en matière de droits de l'Homme, le président de la CNPDDH considère que des incidents mineurs ne peuvent pas légitimer des verdicts aussi sévères. En matière de conditions de détention, dit-il, ces dernières sont en nette amélioration.

Ce n'est pas le cas en matière d'éducation. La problématique de la qualité reste entièrement posée depuis les années 70. Il s'agit, dit-il, de problèmes liés à la qualité des enseignants qui sont mal formés. Un constat qui rejoint celui récemment établi par le rapporteur onusien.

N. I.

SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU PAYS

Bahbouh et Benflis épinglent le pouvoir

**C'est autour de la thématique «les entraves et les limites du pouvoir» dans la sphère économique, que les membres du conseil national de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS) se sont réunis hier en session ordinaire. Une réunion lors de laquelle un débat a été engagé en présence de plusieurs personnalités politiques, dont le candidat à la dernière présidentielle, Ali Benflis.**

**Abder Bettache - Alger - (Le Soir)** - Dans son allocution d'ouverture, le président de l'UFDS, M. Noureddine Bahbouh, a d'emblée indiqué que «la situation politique qui prévaut aujourd'hui dans le pays se caractérise par une crise du régime dans laquelle le pouvoir se retrouve dans une impasse de vision, de prospective et, par conséquent, a prouvé ses limites». Il dira également que «l'Algérie traverse une phase critique à la fois résultante de 15 années de non-Etat et de non-gestion et d'une vacance de pouvoir depuis déjà quelques années».

«Le pouvoir par ces agissements a prouvé une fois de plus son incapacité et ses limites à même de gérer le pays. Même les décisions prises ces derniers temps ont produit un effet inverse de ce qui était attendu, c'est ainsi qu'on a assisté à des mouvements de protestation des populations dans plusieurs régions du pays», a déclaré le président de l'UFDS.

Poussant plus loin son argumentaire sur la question, M. Noureddine Bahbouh dira que «l'Algérie connaît aujourd'hui une

véritable crise morale par la perte de valeurs essentielles, où la corruption s'est généralisée à travers tous les rouages de l'Etat et où des pseudo-hommes d'affaires règnent en maîtres absolus». Et de conclure en appelant à «un vrai changement», tout en rappelant que «l'Algérie a besoin de toutes les forces politiques, de la société civile et de tous les citoyens pour participer à un vrai changement, en vue de bâtir un Etat moderne, fort de ses institutions et qui trouvera place dans le concert des nations». Pour sa part, le coordinateur du Pôle des forces du changement, Ali Benflis, invité en la circonstance pour donner son point de vue sur la question économique du pays, a brossé un tableau noir de la situation politique générale, dénonçant la «poursuite de l'improvisation et du bricolage face à une crise qui ne dit pas son nom». A ce propos, il dira que «l'Algérie a raté une occasion inouïe de construire une économie productive et se montre plutôt pessimiste quant à l'avenir à cause de l'actuelle politique d'un système politique préoccupé par

sa survie». Poursuivant son évaluation de la situation, il fera savoir que «le pouvoir politique en place a tenté vainement d'occulter en provoquant un effet de diversion, et en usant et abusant de la manne financière générée par une situation énergétique favorable et ce, dans le seul but de garantir, non la paix sociale comme il le prétend, mais sa durabilité et sa pérennité».

Il souligne que du point de vue politique, le traitement des grandes crises nécessite une direction politique forte qui possède une vision précise de la démarche à suivre et qui est capable de mobiliser pour la mettre en œuvre, estimant ainsi que «la direction politique qui répond à ces caractéristiques et qui possède cette capacité n'existe pas dans notre pays aujourd'hui». «La gabegie, les détournements et la corruption ne comptent-ils pas parmi les principales causes de ces échecs ? Que fait le gouvernement pour remettre l'économie nationale sur les bons rails ?» s'est interrogé Ali Benflis.

«Le clientélisme politique, économique et social constitue le socle de ce pouvoir qui n'a nullement l'intention d'attenter aux intérêts de ses clientèles dans toutes leurs formes et de ses relais qui ont enserré de vastes pans de l'économie nationale dans leur emprise tentaculaire», a-t-il conclu.

A. B.